



HAL
open science

Projets de mise en valeur du local et redéfinitions de la citoyenneté en Tunisie post-2011

Irène Carpentier, Julien Dutour

► **To cite this version:**

Irène Carpentier, Julien Dutour. Projets de mise en valeur du local et redéfinitions de la citoyenneté en Tunisie post-2011. *L'Année du Maghreb*, 2020, 23, pp.153-165. 10.4000/anneemaghreb.7021 . halshs-03084825

HAL Id: halshs-03084825

<https://shs.hal.science/halshs-03084825>

Submitted on 7 Jun 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike 4.0 International License

Projets de mise en valeur du local et redéfinitions de la citoyenneté en Tunisie post-2011

Local Enhancement Projects, Redefinitions of Citizenship in Post-2011 Tunisia

مشروع تعزيز المحلي وإعادة تعريف المواطنة في تونس ما بعد 2011

Irène Carpentier et Julien Dutour



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/anneemaghreb/7021>

DOI : 10.4000/anneemaghreb.7021

ISSN : 2109-9405

Éditeur

CNRS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 20 décembre 2020

Pagination : 153-165

ISBN : 978-2-271-13532-2

ISSN : 1952-8108

Ce document vous est offert par Université de Versailles St-Quentin-en-Yvelines



Référence électronique

Irène Carpentier et Julien Dutour, « Projets de mise en valeur du local et redéfinitions de la citoyenneté en Tunisie post-2011 », *L'Année du Maghreb* [En ligne], 23 | 2020, mis en ligne le 10 décembre 2020, consulté le 07 juin 2023. URL : <http://journals.openedition.org/anneemaghreb/7021> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/anneemaghreb.7021>

Ce document a été généré automatiquement le 16 février 2023.



Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International - CC BY-NC-SA 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/>

Projets de mise en valeur du local et redéfinitions de la citoyenneté en Tunisie post-2011

Local Enhancement Projects, Redefinitions of Citizenship in Post-2011 Tunisia

Irène Carpentier et Julien Dutour

- 1 Les protestations de la fin de l'année 2010 qui ont éclor dans les régions de l'intérieur du pays¹ et abouti au départ du président Zine el Abidine Ben Ali, ont mis en lumière les débats sur les modèles de développement et les problématiques locales de gestion et de valorisation des ressources. En effet, les politiques nationales de développement ont montré leurs limites, particulièrement dans les gouvernorats de l'intérieur et du Sud de la Tunisie, y accentuant le sentiment général de marginalisation. Les différentes revendications socio-économiques, liées à l'emploi ou encore au manque d'investissements, relèvent à la fois de la contestation de cette marginalisation et d'une priorisation des problématiques proprement locales, déjà observées lors des grèves du bassin minier en 2008 (Chouikha et Gobe, 2009). Dans ce contexte, on observe une dynamique de projets, notamment entrepreneuriaux, caractérisés par la volonté de promouvoir la qualité de l'espace local. Mobilisant différents types de compétences et de réseaux sociaux et professionnels, ces initiatives transforment les pratiques de l'espace et les modes d'accès aux ressources locales d'une diversité d'acteurs. Ces projets investissent le local comme territoire d'actions et de revendications, et visent à répondre aux défis imposés par la marginalisation politique, économique et sociale. Cette dynamique interroge la nature des redéfinitions locales de la citoyenneté dans un contexte postrévolutionnaire tunisien qui a ouvert les débats sur les formes de transitions politiques et mis en lumière les disparités d'appartenance à la nation. C'est dans ce contexte que s'expriment les revendications pour la construction d'un modèle de développement tunisien plus inclusif de la diversité des citoyens, à différentes échelles. Dans l'ensemble du « Printemps arabe », la citoyenneté a été un élément nodal des slogans. La volonté du "peuple ... de faire tomber le régime" exprime la demande de souveraineté populaire et le droit d'avoir des droits, fondement de la notion de

citoyenneté » (Meijer et Butenschon, 2017, p. 6-7). En Tunisie, la « dignité » revendiquée dans les slogans traduit une « demande claire de citoyenneté », afin « d'être reconnus comme citoyens plutôt que comme sujets » (Zemni, 2017, p. 137).

- 2 Cet article analyse des dynamiques de création de projets à Sidi Bouzid, Tozeur et Gabès, afin de mettre l'accent sur la manière dont les acteurs locaux revendiquent une redéfinition de la citoyenneté par une intégration politique, économique et sociale à l'échelle locale. L'approche empirique localisée permet de montrer la diversité des citoyennetés, la nature des liens entre appartenance et valorisation des ressources territoriales, et *in fine* de dépasser une analyse normative de la citoyenneté. La diversité de terrains de cette « autre Tunisie », « à l'ombre » du développement national, permet la prise en compte d'une multitude de configurations locales et souligne la dimension territoriale des constructions de la citoyenneté locale².

Redéfinir les liens citoyens au prisme du local

- 3 Les initiatives de valorisation du territoire local mises en place dans le contexte interrogent la notion même de citoyenneté dans le sens d'une prise en compte de la diversité de ses formes locales, au-delà d'une citoyenneté politique centrée sur l'État.

La « citoyenneté classique » : un simple lien au politique ?

- 4 Le plus souvent, la participation (électorale) de l'individu-citoyen à la communauté politique (Stewart, 1995) caractérise la citoyenneté et le bon fonctionnement démocratique (Castel, 2008). Selon cette approche, la participation politique à la vie de la cité par l'élection des représentants du peuple (Pitseys, 2017) confère le statut de « citoyen ». La communauté politique se situe alors dans une relation entre inclusion et exclusion politique. En Tunisie, les habitants des régions de l'intérieur sont ceux qui se sont le plus abstenus aux différents scrutins depuis 2011 (Gana et Van Hamme, 2016). Ainsi, les taux d'abstention augmentent de près de 8 points à Sidi Bouzid, de plus de 10 points à Tozeur et de 21 points à Gabès entre les élections présidentielles de 2014 et 2019 (premier tour)³. Les abstentionnistes de ces régions se mettent-ils pour autant à l'écart de la communauté nationale *via* le processus électoral ? Cette abstention grandissante interroge le rapport de la citoyenneté à l'État dans ces territoires.
- 5 Depuis la révolution, les formes de participation à la vie politique se sont multipliées et diversifiées, au-delà des canaux traditionnels. L'importance de l'ancrage local manifesté dès avant la révolution dans diverses luttes sociales (Allal, 2010, Gana, 2013) n'a cessé d'être revendiqué depuis. Les mobilisations se sont multipliées, en particulier dans le sud et l'intérieur du pays, pour revendiquer des modalités d'accès et d'exploitation plus équitables des ressources régionales. Si la libération de la parole politique s'est accompagnée d'un éclatement des modes d'actions, cette diversité s'accompagne d'un changement d'échelle des contestations. Les mots d'ordre se concentrent dorénavant sur des causes locales, aussi bien dans les répertoires mobilisés que dans le contenu des actions. Le manque d'emplois, de perspectives professionnelles et la remise en cause des conditions de travail sont des leitmotivs mobilisateurs. Au nombre des « mobilisations pour le proche » (Dechezelles et Olive, 2019), l'épisode de l'ouverture de la mine de Mknassy, dans le gouvernorat de Sidi Bouzid, est un exemple des tensions entre local et national. La Compagnie des phosphates de Gafsa (CPG)

projette dès 2012 de rouvrir les anciennes mines de phosphates, dont le sud du gouvernorat de Sidi Bouzid est pourvu⁴. Pourtant, dans un contexte de conflit foncier, la mine n'est toujours pas ouverte en 2020, alors que les concours de recrutement ont eu lieu. Des *sit-in* organisés pour dénoncer le manque de volonté politique ont mis à jour les tensions entre autorités nationales et acteurs locaux à propos de la gestion des ressources minières locales. C'est le cas également des mobilisations autour du Groupe chimique Tunisien (GCT), à Gabès, qui dénoncent les effets néfastes de l'industrie et revendiquent un meilleur accès à l'emploi. Autres exemples : en 2016, l'association de sauvegarde de l'oasis de Jemna, près de Kébili, a mis en cause la légitimité de l'État sur des terres collectives plantées à l'époque coloniale ; à Tataouine depuis 2017, des revendications sociales s'organisent autour de la défense des intérêts locaux sur le site pétrolier de la région. Dans tous ces mouvements, les actions ont pour but de favoriser une occupation de l'espace public proche et symbolique : c'est le cas des *sit-in* devant les sièges de gouvernorats, du blocage des routes principales dans le cadre des conflits relatifs à la filière des phosphates, ou des immolations sur les places publiques. Tous ces mouvements, qui contestent des logiques d'accès aux ressources locales, ouvrent une réflexion critique plus générale sur la redéfinition des rapports de force entre territoires locaux et État central, dans un contexte de transition politique.

Les fractures territoriales à l'origine d'une nouvelle citoyenneté ?

- 6 Les gouvernorats de Sidi Bouzid, Tozeur et Gabès correspondent tous trois, de manière différente, à des régions que l'on pourrait qualifier de « marginalisées ». Marquées par des indicateurs de fragilité socio-économique, celles-ci entretiennent un rapport historiquement plutôt « tendu » avec les centres économiques et politiques.
- 7 Ces régions font l'objet de représentations collectives : Gabès est ainsi fortement associée à l'image d'un sud conservateur et d'une « ville polluée » par son industrie de traitement des phosphates. L'image idyllique de l'oasis touristique de Tozeur ne fait pas moins de cette ville un symbole du développement du tourisme saharien de masse, malmené par des crises chroniques depuis la fin des années 2000, et de la politique d'intensification et de spécialisation de la filière dattes tournée vers l'exportation. Enfin, Sidi Bouzid est encore largement réduite à l'image d'une ville abritant des populations dangereuses, soumises aux logiques tribales. Par ailleurs, ces régions font partie des plus démunies du pays. À Sidi Bouzid, l'emploi est très dégradé et le chômage a augmenté après la révolution, pour atteindre 15,4 % en 2016⁵. Les investissements sont faibles⁶, hormis dans le secteur agricole⁷, où ils restent très inégalement répartis. La trajectoire du chômage dans le gouvernorat de Gabès est aussi caractérisée par une forte augmentation post-révolution en lien avec les crises de l'industrie phosphatière, pour atteindre 24 % en 2016⁸. À Tozeur, le chômage est structurellement important, notamment chez les femmes, même s'il a connu une légère baisse après 2011⁹. La question de l'emploi demeure donc un facteur important de ce ressenti de « mise à l'écart » par les populations de l'intérieur et du sud.
- 8 Selon Asef Bayat (Bayat, 2012), si la marginalisation est aussi bien objective que subjective, elle est également le moyen de mettre en place des solutions « alternatives ». La dynamique de marginalisation qui touche certains individus dans ces régions n'est pas seulement socio-économique. Elle peut être aussi sociale ou relationnelle, et dépend autant de l'évaluation de son propre état que de marqueurs

objectifs à propos de processus d'exclusion. À Sidi Bouzid, la plupart des personnes interrogées témoignent d'un blocage des perspectives professionnelles. Les possibilités de se voir employé, hors de l'agriculture, dans des postes stables leur apparaissent quasi inexistantes : « Après l'obtention de mon diplôme, je n'ai pas réussi à trouver un emploi à Sidi Bouzid. Je suis restée trois ans sans travail, je me levais le soir et je dormais la journée. C'est arrivé en même temps qu'une rupture sentimentale » raconte Rebah, entrepreneuse sociale¹⁰. Si les cas de désaffiliation sociale existent, les individus restent néanmoins généralement ancrés dans des réseaux amicaux ou familiaux. L'emploi, parfois vécu comme un salut qui amène certains à migrer vers les gouvernorats côtiers, reste l'exception et le chômage est une situation normalisée. Ainsi, les individus qui se qualifient de « marginalisés » le font davantage par identification à la situation de leur région ou localité dans l'espace national, qu'en raison de leur situation personnelle. Mais ce processus de marginalisation n'est ni une fatalité ni une position fixée. Les espoirs d'une plus grande attention aux dynamiques des territoires locaux, nés de la révolution et institutionnalisés en 2014 avec la décentralisation, n'ont cependant pas remis en cause la réalité des clivages régionaux et la marginalisation ressentie par les populations de ces espaces.

- 9 L'objectif de nombreux porteurs de projets, pour faire évoluer la situation, est dès lors de promouvoir les ressources locales comme lieux de construction de droits économiques et sociaux.

Dynamique des projets locaux

- 10 La réappropriation des ressources locales semble être un facteur primordial de conquête citoyenne, dans un contexte postrévolutionnaire qui a ouvert le champ des possibles. La temporalité de cette dynamique apparaît comme un facteur non négligeable, tant d'un point de vue individuel que collectif. Elle s'est manifestée dans des initiatives qui ont pris la forme, non pas de mouvements sociaux, mais de mise en œuvre de projets économiques localisés.

Des projets individuels dans une dynamique locale collective

- 11 La diversité des initiatives montre un recentrement général vers la considération de problématiques locales et la participation concrète d'une partie de la population. Les projets développés ont cherché à mettre en pratique des savoir-faire liés à des compétences locales en refusant souvent le caractère exclusif de la logique de marché. Les promoteurs de telles positions ne rejettent pas toute rentabilité mais entendent, en s'appuyant sur la mise en valeur de l'environnement local, remplir des objectifs qui ont une portée collective. Cette dimension collective n'est pas mise en cause par les intérêts individuels, pourtant bien réels. La distinction se situe au niveau de l'échelle d'action, comme stratégie et tactique. Si la restructuration des dynamiques économiques se doit d'être collective, l'application et la mise en action se font par l'appropriation individuelle de nouvelles normes, elles-mêmes liées à de nouvelles formes de développement. La stratégie collective se matérialise ainsi par la multiplication de projets individuels. La situation socio-économique de ceux qui les portent, dans toutes ces régions, explique en partie la forme prise par ces projets entrepreneuriaux : si, pour un petit nombre d'entre eux, les promoteurs sont issus de familles aisées, la plupart

sont de milieux plutôt modestes. Dans ce contexte, ceux-ci se saisissent de l'opportunité constituée par l'Économie sociale et solidaire (ESS) et l'entrepreneuriat social, l'une et l'autre encouragés par des associations et organisations européennes et tunisiennes, en tant que sous-champ d'action économique à construire au niveau local.

L'économie sociale et solidaire, entre projet militant et nouveau marché

- 12 L'ESS émerge en Tunisie dans une conjoncture particulière. Elle vise à répondre à la fois à la pression des demandes sociales locales et à se conformer aux exigences de la communauté internationale. Affichée par ses promoteurs comme le référentiel qui permettra l'épanouissement d'une nouvelle citoyenneté et le renouvellement des modèles de développement, l'ESS apparaît en fait sur le terrain comme une réalité complexe, traversée de dynamiques en partie contradictoires, et caractérisée par la pluralisation des trajectoires des entrepreneurs. Le plus souvent, les entrepreneurs sociaux rencontrés cherchent à avoir un impact concret sur leur environnement (Allemand, 2010), conformément aux valeurs éthiques que tentent de promouvoir l'entrepreneuriat social et l'ESS. Ils intègrent des valeurs sociales à leur démarche (démocratisation du fonctionnement interne, finalités sociales, éthiques, redistribution des gains, etc.), mais n'en oublient pas pour autant la recherche de profits (Boutillier, 2008). Malgré son caractère incertain en terme de politiques publiques¹¹, l'ESS est un ensemble de pratiques qui se traduisent concrètement sur le terrain. À Sidi Bouzid, l'entrepreneuriat social est un secteur économique en expansion qui fournit des opportunités de développement diverses. Les projets d'entreprises sociales ne se cantonnent pas à un domaine précis mais se distinguent, au contraire, par leur éclectisme. En revanche, tous les projets valorisent, à leur manière, les ressources locales, par la vente, par exemple, de produits de parapharmacie à base de spiruline de Gatrana (Gouvernorat de Sidi Bouzid). Car une des caractéristiques de ces projets est de promouvoir largement les ressources locales – régionales – principalement agricoles. Ces projets construisent ainsi une offre « urbanisée », que ce soit *via* la production (artisanale, alimentaire, agricole, santé, etc.) qu'ils développent, la distribution, ou encore le public ciblé : les produits sont souvent plus chers, plus sélectifs, et destinés à des clientèles issues des classes moyennes ou aisées des plus grandes villes. La popularité de l'entrepreneuriat social à Sidi Bouzid est significative de cette volonté de reconstruire l'économie locale en partant d'une redéfinition des liens entre ressources locales et leur mise en exploitation, replacées au centre de l'économie, valorisées et transformées.
- 13 Ces dynamiques collectives s'inscrivent dans une réflexion souvent menée en termes de marché (Hély, 2017). Ainsi, il en est des projets qui échouent parce qu'ils « ne correspondent pas au marché de Sidi Bouzid »¹². L'intégration sociale par l'accès au marché apparaît être une norme consensuelle, qui ne fait pas débat, de ces types de projet. Un nouveau marché se déploie ainsi, qui se revendique plus éthique et/ou social, non sans rester un espace concurrentiel et promotionnel pour ceux qui s'en emparent.

Valoriser les ressources locales « autrement »

- 14 Au-delà des projets inscrits directement sous « l'étiquette » de l'ESS, vocable générique parfois difficile à mobiliser et à définir, un des traits caractéristiques des projets observés renvoie à l'inscription dans une démarche de qualité pour la valorisation de produits, de savoir-faire et de terroir, peu présents sur les marchés. Hétérogènes d'un point de vue juridique (associations, coopératives, mutuelles, entreprises) les projets se sont diversifiés. Nous avons choisi d'axer notre propos sur les entreprises qui revendiquent explicitement une dimension sociale, et proposent des projets de promotion du territoire local et de ses ressources. Celles-ci sont souvent regroupées au sein de « clusters », ou « d'incubateurs », qui fournissent formation et soutien pour l'accès aux financements. Les projets doivent répondre à la nécessité de faire et produire autrement, déliée des modes de développement passés. Il s'agit d'offrir une « promesse de différence » (Le Velly, 2017). L'entrepreneur social peut ainsi être qualifié « d'opportuniste » (Kirzner, 1973), voyant dans la montée de demandes locales auxquelles il faudrait répondre de nouveaux marchés à conquérir, en respectant des référentiels « éthiques » renouvelés. La valorisation des territoires locaux se fait à travers une pluralité de types de projets entrepreneuriaux. Nous analyserons ici plus particulièrement deux d'entre eux.
- 15 Un premier ensemble de projets concerne ceux regroupés au sein de clusters et incubateurs locaux, promoteurs d'un modèle entrepreneurial social à visée intégrative. L'association « Lingare Sidi Bouzid », et les entreprises sociales créées avec son aide, sont à ce titre significatives. Lingare Sidi Bouzid est une association de promotion de l'entrepreneuriat social qui se qualifie « d'incubateur entrepreneurial », directement liée au *Tunisian Center for Social Entrepreneurship*¹³ et bénéficie de ses réseaux et financements, y compris européens. Elle accompagne les jeunes entrepreneurs sociaux dans les différentes étapes du processus de création d'entreprise, par des formations (communication, construction du *business plan*, etc.) ou une insertion dans des réseaux entrepreneuriaux à large échelle. Elle est aussi un lieu de passage et de formation pour les jeunes entrepreneurs sociaux. De ce fait, elle contribue à changer le paysage économique de la région. Elle facilite aussi la recherche de financements des entrepreneurs sociaux et la participation à des concours qui, s'ils ne sont pas toujours fructueux, permettent tout de même une relative insertion dans des réseaux d'associations et de bailleurs de fonds. Cela ne remet cependant pas en cause la position de dominés des jeunes entrepreneurs. Pour Lingare, l'efficacité de son action consiste à permettre d'augmenter le nombre de créations et de développements locaux d'entreprises sociales et éthiques. La création de projets permet à ces entrepreneurs sociaux de s'insérer dans des réseaux professionnels auxquels ils n'avaient auparavant pas accès.
- 16 À Tozeur, depuis 2011, les programmes d'aide à l'entrepreneuriat et aux « emplois verts » se sont multipliés. Les dimensions écologiques et environnementales des projets sont d'autant plus valorisées dans un milieu oasien caractérisé par la fragilité des ressources. Dans ce contexte, un petit entrepreneuriat de la transformation des dattes, essentiellement féminin, s'est développé en relation avec les associations oasiennes locales. Le programme WES (*Women's Enterprise for Sustainability*), financé par un fonds américain, soutient l'entrepreneuriat social féminin et octroie des formations et crédits pour le développement d'entreprises de transformation des produits. Un « pôle

Djerid », géré par la Société du complexe industriel et technologique de Tozeur (SCITT) a également été créé en 2014, dans le cadre d'un partenariat public privé, et un « cluster Dattes et palmiers » entend « développer l'industrie à valeur ajoutée et celle des dérivées de la datte », et « diversifier et valoriser les produits de palmier pour des applications spécifiques ». En 2016, le concours « Oasis start'up » (conçu en collaboration avec la GIZ, les Instituts supérieurs en études technologiques de Tozeur et Kebili, l'Office de développement du Sud et la SCITT), propose un financement pour des projets à vocation industrielle, technologique ou de service, en relation avec la filière « Dattes et palmiers ». Cela consacre l'affirmation de ce modèle entrepreneurial, promu par les pouvoirs publics comme outil d'intégration sociale et économique.

- 17 Un second ensemble concerne les projets individuels qui se spécialisent dans la transformation des produits locaux, comme outil de valorisation « citoyenne » des ressources du territoire. À Tozeur, de petites entreprises individuelles sont ainsi promues avec l'émergence de cet écosystème entrepreneurial, revendiquant une inscription dans des modèles d'ESS et d'entrepreneuriat social. La transformation des produits apparaît être le projet idéal pour repenser les logiques de leur valorisation, dans une dynamique globale de restructuration des filières, d'organisation collective et d'industrialisation. L'exemple de la société Aziz, créée en 2013 par Fatiha, jeune femme de 32 ans originaire de Tozeur, pour « valoriser la qualité et l'abondance des dattes de Tozeur » est symbolique de cette dynamique. Après une formation réalisée en partenariat avec une association française, l'idée du projet lui est suggérée par un investisseur exportateur, qui voulait associer la production de pâtisseries à l'événementiel de l'association. Il s'agit de commercialiser de nouveaux produits, pâtisseries issues des dattes, mélange aux herbes aromatiques, sirop, confiture, vinaigre, sucre de dattes, à destination d'un public sensible à la production locale et biologique. La réussite de Fatiha à un concours d'entrepreneuriat « vert » lui permet de bénéficier d'un nouveau crédit, et lui ouvre des perspectives de développement vers le marché algérien et de nouveaux partenariats commerciaux avec les acteurs du tourisme. De la même manière, le café à base de noyaux de dattes permet de développer une diversité de petites entreprises au niveau local, avec un faible besoin en matériel, et des possibilités de financement. L'émergence de ces entreprises, soutenues par des bailleurs de fonds internationaux, s'appuie également sur des initiatives privées au sein même des oasis, pionnières de ce type de projet depuis le milieu des années 2000. La contestation sociale s'était attachée à remettre en question les monopoles de commercialisation d'une élite régionale accaparant la valorisation locale des productions. L'inscription dans le cadre collectif de recherche « d'alternatives » aux modèles économiques classiques, renvoie au développement d'une volonté de maîtrise localisée des filières, en circuits courts, de la production à la commercialisation, affirmation d'un ancrage local renouvelé.
- 18 Dans le cas de Rebah, entrepreneuse sociale bouzidienne, il faut souligner l'importance d'afficher d'autres valeurs dans le processus de production. Elle le revendique en affirmant que son projet, inscrit dans un élan citoyen, « fonctionnera par une démocratisation des relations internes, par une redistribution plus égalitaire des profits ». Rebah fait partie de ces porteurs de projet qui s'inscrivent dans leur espace : elle est revenue à Sidi Bouzid après l'obtention de son diplôme et y est restée, malgré un long chômage et une déconsidération personnelle. En fréquentant des groupes et associations portant sur le développement local, elle décide de créer son projet de autour du bois d'olivier, spécialité de la région¹⁴. Son entreprise aurait pour but d'aider

les petits artisans travaillant le bois d'olivier de manière isolée à vivre correctement de leur activité par la formation d'un collectif et la mise en commun de savoir-faire. De son côté, Tarek, après avoir vécu à Sfax dans son adolescence, est revenu fonder une crèmerie biologique à Sidi Bouzid. Si la main-d'œuvre et les produits sont moins chers à Sidi Bouzid, Sfax offre plus de débouchés à la vente. Mais son objectif prioritaire affiché n'est pas le chiffre d'affaire, puisqu'il « réinjecte 80 % des profits dans l'entreprise, pour développer les activités, embaucher et améliorer les produits »¹⁵. Son projet vise surtout à parer aux difficultés de traitement local du lait, en vendant sa production uniquement sur les marchés de proximité, pour ne pas ternir la qualité du produit. Tarek a mis en place son projet à Sidi Bouzid afin de contribuer au développement local avec des produits locaux, destinés aux populations locales. D'ailleurs, Lingare Sidi Bouzid, auquel il est lié, ne mesure pas la réussite de son action à un niveau individuel mais à « l'impact collectif que les projets ont pu avoir »¹⁶.

- 19 Dans le grand champ de l'agriculture « durable », les projets de transformations des produits, les labellisations de terroirs, se sont multipliés, interrogeant le rôle stratégique et politique des territoires locaux dans le développement national. Ces exemples soulignent également combien la majorité des entreprises sociales affichent des valeurs qui associent dimension sociale et innovation.

Processus de différenciation sociale et construction de la citoyenneté locale

- 20 Ces objectifs et intentions affichés renvoient à des situations disparates, entre consolidation du marché et affirmation locale. Deux éléments ressortent alors de la réflexion des promoteurs et jeunes entrepreneurs. D'une part, si les profils sociaux de ces acteurs rencontrés sont variés, ceux qui parviennent à créer leur structure sont essentiellement ceux qui disposent d'un capital relationnel (familial, par exemple) et financier important. Ceux qui réussissent bénéficient également, le plus souvent, d'une position sociale suffisamment avantageuse pour croire en ce projet et cette profession à venir. Ils sont en mesure de saisir l'opportunité de ce nouveau marché du local. D'autre part, les individus plus modestes, n'ayant pas de travail et peu de ressources, se confrontent très tôt à la question financière et matérielle nécessaire à la création d'une entreprise. Ils font face aux différentes contraintes administratives, au poids des « chartes », parfois intenable, de ce nouvel entrepreneuriat social. Ces chartes impliquent en effet la mise en conformité avec un modèle managérial de l'innovation locale, largement conçu et organisé en déconnexion avec les besoins locaux des populations. Autrement dit, la réussite – ou non – de ces projets renvoie fondamentalement aux inégalités socio-économiques au sein des territoires et de leurs acteurs. Les pratiques mises en œuvre lors du processus de création des entreprises - *a fortiori* sociales – renvoient finalement toujours à un ensemble de savoir-faire socialement différenciés, mettant d'autant plus en lumière les inégalités interrégionales, au centre des considérations de la citoyenneté locale. Cet ensemble d'initiatives individuelles et collectives tente de dépasser les logiques de marginalisation socio-territoriales habituelles. La dynamique de réappropriation des ressources locales par la création de projet interroge alors le lien entre droits citoyens et positionnement socio-économique des promoteurs. Les entreprises constituent ainsi des moyens, en l'occurrence moraux, d'accéder à un marché qui légitimerait leur ancrage et leur statut locaux. La citoyenneté apparaît à l'intersection de rapports de

force exacerbés : d'une part, les logiques de concurrence et de compétition, qui structurent l'entrepreneuriat social, consolident et réactivent des inégalités sociales héritées, liées à la capacité de mobiliser des savoir-faire et des capitaux pour ces projets ; d'autre part, elles apparaissent sur le terrain en décalage croissant avec les espoirs de justice sociale et de renouvellement démocratique, nés des dynamiques socio-économiques postrévolutionnaires, qui revendiquent l'émergence et l'inclusion de nouveaux acteurs dans la communauté citoyenne nationale.

- 21 Dans cet article, nous avons analysé les enjeux liés à la multiplication des créations de projets de nature entrepreneuriale sur la recomposition de la société tunisienne à l'échelle locale et nationale. Dans les cas de Tozeur, Gabès ou Sidi Bouzid, cette effervescence témoigne d'un intérêt pour l'environnement proche, territorial, mais aussi économique, social ou politique.
- 22 Par le prisme des dynamiques locales de l'entrepreneuriat social et de l'ESS, nous avons montré la complexité des formes de marginalisation des populations de l'intérieur et du Sud, illustrant le dynamisme de régions parfois déconsidérées, perçues comme figées, conservatrices, et peu attrayantes. Les projets, quels que soient leur nature ou leurs contenus, mettent en exergue l'ancrage territorial de ceux qui les portent, notamment par l'utilisation et la valorisation des ressources locales. Symboles d'une volonté de renouveler le paysage économique national et l'horizon local du développement, les projets nés de l'opportunité que constitue l'entrepreneuriat social perpétuent et renouvellent les rapports de force à l'échelle locale, dans un contexte de crise chronique et multisectorielle. En effet, ces processus de création valorisent des savoir-faire ou des acquis qui relèvent de positionnements sociaux privilégiés : les promoteurs qui obtiennent des financements et qui parviennent à créer leur organisation sont - le plus souvent - ceux qui possèdent les ressources initiales pour le faire. En dépit de la promesse d'un décloisonnement fondé sur leur inscription locale, ces projets reconduisent, en somme, les inégalités sociales, et les disparités des accès à l'usage des ressources locales.
- 23 Au prisme du territoire, notre approche de la citoyenneté nous permet d'analyser les dynamiques complexes qui animent les régions de l'intérieur et du Sud tunisien, où s'inventent de nouvelles formes d'ancrage, d'affirmation et d'action politique. Plutôt qu'une simple renégociation vis-à-vis de l'État central, les dynamiques observées soulignent que, dix ans après la révolution, être citoyen en Tunisie relève moins d'un horizon institutionnel générique, que d'une diversification et d'une redéfinition permanentes des manières d'habiter son territoire quotidien.

BIBLIOGRAPHIE

ALLAL Amin, 2010, « Réformes néolibérales, clientélismes et protestations en situation autoritaire. Les mouvements contestataires dans le bassin minier de Gafsa en Tunisie (2008) », *Politique africaine*, n°117, p. 107-125.

- ALLEMAND Sylvain, 2010, « L'économie sociale et solidaire à l'heure de l'entrepreneuriat social », *Marché et organisations*, n°11, p. 93-105.
- BAYAT, Asef, 2012, « Marginality : Curse or Cure ? » in Ayeb Habib et Bush Ray (dir.), *Marginality and Exclusion in Egypt*, London, Zed Books, p. 14-27.
- BOUTILLIER Sophie, 2008, « L'entrepreneur social, un entrepreneur socialisé dans une société entrepreneuriale ? », *Humanisme et Entreprise*, n°290, p. 41-60.
- BUTENSCHØN Nils et MEIJER Roel, 2017, « Introduction : the crisis of Citizenship in the Arab World », in Butenschøn Nils et Meijer Roel (dir.), *The crisis of Citizenship in the Arab World*, Leiden/Boston, Brill, p. 1-37.
- CASTEL Robert, 2008, « La citoyenneté sociale menacée », *Cités*, n° 35, p. 133-141.
- CHOUIKHA Larbi et GOBE Eric, 2009, « La Tunisie entre la « révolte du bassin minier de Gafsa » et l'échéance électorale de 2009 », *L'Année du Maghreb*, p. 387-420.
- DECHÉZELLES Stéphanie et OLIVE Maurice (dir.), 2009, *Politisation du proche. Les lieux familiers comme espaces de mobilisation*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, coll. « Res Publica ».
- GANNA Alia, 2013, « Aux origines rurales et agricoles de la Révolution tunisienne », *Maghreb - Machrek*, n°215, p. 57-80.
- GANNA Alia et VAN HAMME Gilles (dir.), 2016, *Élections et territoires en Tunisie. Enseignements de scrutins post-révolution (2011 - 2014)*, Paris - Tunis, IRMC - Karthala, Hommes et Société.
- HÉLY Matthieu, 2017, « De l'économie sociale « historique » à « l'économie sociale et solidaire » : une nouvelle configuration des relations entre monde associatif et collectivités publiques », *Revue française d'administration publique*, n°163, p. 543-556.
- HIBOU Béatrice, 2015, « La formation asymétrique de l'Etat en Tunisie. Les territoires de l'injustice », in Bono Irène, Hibou Béatrice, Meddeb Hamza et Tozy Mohamed (dir.), *L'État d'injustice au Maghreb. Maroc et Tunisie*, Paris, Karthala, Recherches Internationales, p. 99-149.
- KIRZNER Israel M., 1973, *Competition and Entrepreneurship*, University of Illinois at Urbana-Champaign's Academy for Entrepreneurial Leadership Historical Research Reference in Entrepreneurship.
- LE VELLY Ronan, 2017, *Sociologie des systèmes alimentaires alternatifs. Une promesse de différence*, Paris, Presses des Mines.
- MCADAM Doug, 2012, *Freedom Summer. Luttres pour les droits civiques, Mississippi 1964*, Marseille, Agone, L'ordre des choses.
- PECQUEUR Bernard et CAMPAGNE Pierre, 2014, *Le développement territorial. Une réponse émergente à la mondialisation*, Paris, Éd. Charles Léopold Mayer.
- PITSEYS John, 2017, « Démocratie et citoyenneté », *Dossiers du CRISP*, n°88, p. 9-113.
- STEWART Angus, 1995, « Two conceptions of Citizenship », *The British Journal of Sociology*, vol. 46, n°1, p. 63-78.
- TACCKETT Timothy, 2006, *Becoming a Revolutionary: The Deputies of the French National Assembly and the Emergence of a Revolutionary Culture (1789-1790)*, Philadelphia, Pennsylvania State University Press.
- ZEMNI Sami, 2017, « The tunisian Revolution and the Question of Citizenship », in Butenschøn Nils et Meijer Roel (dir.), *The crisis of Citizenship in the Arab World*, Leiden/Boston, Brill, p. 129-148.

NOTES

1. . Les bornes chronologiques de l'épisode révolutionnaire sont sujettes à discussion. Communément sont retenues les dates du 17 décembre 2010 (l'immolation par le feu de Mohamed Bouazizi) et du 14 janvier 2011 (départ de Z.A. Ben Ali). Mais une séquence révolutionnaire de plus long terme entre janvier 2008, correspondant aux révoltes de Gafsa, et le vote de la Constitution en 2014 pourrait aussi être considérée.
2. . L'article est fondé sur une série d'enquêtes, réalisées entre 2012 et 2018, auprès d'une diversité d'acteurs - entrepreneurs, formateurs, associations, agriculteurs, institutions, sous la forme d'entretiens, à Sidi Bouzid d'une part, et Tozeur et Gabès de l'autre, dans le cadre de nos travaux de doctorats respectifs (en sociologie politique et en géographie). À Sidi Bouzid, une vingtaine d'entretiens sont effectués avec les dirigeants-formateurs-entrepreneurs sociaux actifs. À Tozeur et Gabès, une trentaine d'entretiens sont réalisés sur chaque terrain auprès de différentes catégories d'acteurs : agriculteurs, associations, entrepreneurs. À ce travail d'enquête, s'ajoutent des observations au quotidien, dans le temps long, avec des séjours répétés sur le terrain, ce qui permet l'analyse des pratiques et interactions entre acteurs in situ. Nous nous sommes aussi appuyés sur des données quantitatives, fabriquées ou empruntées à l'Institut national de la statistique.
3. . Source ISIE (pour 2014) : le taux d'abstention est de 44,54 % à Sidi Bouzid, 41,69 % à Tozeur et 39,31 % pour Gabès ; <http://www.webdo.tn/2019/09/15/election-presidentielle-2019-un-taux-dabstention-de-5498/> (pour 2019) : le taux d'abstention est de 51,82 % à Sidi Bouzid, 52,29% à Tozeur et 60,44% à Gabès.
4. . Pour se référer à un des premiers articles évoquant le projet, voir <https://africanmanager.com/sidi-bouzid-la-mine-de-phosphate-de-meknassi-entre-en-exploitation-en-octobre/>
5. . Les taux de chômage à Sidi Bouzid sont assez bas avant la révolution : 8,3 % en 2007 et 6,3 % en 2008, pour augmenter, alors qu'ils sont de 24,4 % en 2013 et 15,4 % en 2016 avec une forte migration des jeunes vers les régions côtières.
6. . Le gouvernorat de Sidi Bouzid est à la fois celui qui, entre le 1992 et 2010, a reçu le moins d'investissements (2092 millions de dinars tunisiens) et qui a le plus faible ratio par habitants (5053 dinars tunisiens).
7. . L'agriculture représente encore la moitié des emplois (48,9 %) et le gouvernorat bénéficie des investissements les plus importants du pays dans ce même secteur quelle que soit la catégorie.
8. . Le taux de chômage à Gabès avant la révolution était de 14,9 % en 2007 et 15 % en 2008, puis a augmenté après 2011 : 21,6 % en 2013 et 24 % en 2016.
9. . À Tozeur, le taux de chômage était parmi les plus hauts du pays, alors que le grand sud était particulièrement touché : 24,8 % en 2007 et 28,1 % en 2008, puis a légèrement baissé après 2011 : 24,8 % en 2013 et 20,9 % en 2016.
10. . Entretien Rebah, entrepreneuse sociale, Sidi Bouzid, novembre 2017 et octobre 2018.
11. . En 2020, la loi qui doit encadrer et définir l'ESS n'est toujours pas signée, elle reste en discussion active au Parlement depuis au moins 2016.
12. . Entretien Ikram, dirigeante Lingare Sidi Bouzid, Sidi Bouzid, octobre 2017.
13. . Le *Tunisian Center for Social Entrepreneurship* (TCSE), est une association tunisienne basée à Tunis ayant pour objectif d'impulser un nouveau contexte économique par l'entrepreneuriat social et l'innovation. <http://www.tcse.network/>
14. . Entretien Rebah, entrepreneuse sociale, Sidi Bouzid, novembre 2017.
15. . Entretien Tarik (nom anonymisé), entrepreneur social Sidi Bouzid, Sidi Bouzid, octobre 2018.
16. . Entretien Hassan, dirigeant Lingare Sidi Bouzid, Sidi Bouzid, novembre 2017.

RÉSUMÉS

En Tunisie, les mobilisations de la fin de l'année 2010 ont ouvert un débat sur les modèles de développement et de gestion des ressources locales. Ces protestations ont souligné les limites des politiques nationales de développement mises en œuvre dans les régions de l'intérieur et du Sud. Dans ce contexte, on observe une diversité d'actions individuelles et collectives à l'échelle locale. La création de projets vise à répondre au défi d'une marginalisation non seulement politique, mais aussi économique et socio-territoriale. Cette dynamique de projets interroge les contours d'une citoyenneté mise en question par les dynamiques protestataires de 2010 - 2011.

Ainsi, la création de projets associatifs et entrepreneuriaux s'appuie sur la promotion des ressources locales, et participe de la refonte des rapports entre les individus et la communauté nationale, notamment par l'affirmation d'une participation à un processus de développement local. Cette dynamique questionne le rôle de l'ancrage local dans la création de liens redéfinissant la citoyenneté. À travers les cas des territoires de Gabès, Tozeur et Sidi Bouzid, nous verrons de quelle manière les dynamiques de mise en place de projets locaux contribuent à affirmer une volonté de se revendiquer citoyen en discutant les termes d'une légitimité qui puise ses ressources dans une intégration politique, sociale et économique locale approfondie.

In Tunisia, the protests of late 2010 have opened a debate on development models and management of local resources issues. Indeed, it highlighted the limits of national development policies implemented in these regions of the interior and the south. In this context, there is a diversity of individual and collective actions on a local scale. The creation of projects aims to respond to the challenge of not only political, but also economic and socio-territorial marginalization. This dynamic of projects discuss the contours of a citizenship questioned by the protest dynamics of 2010 - 2011.

Thus, the creation of associative and entrepreneurial projects is based on the promotion of local resources, and participates in reshaping the relationship between individuals and the national community, particularly through the affirmation of participation in a process of local development. This project dynamic questions the role of local anchoring in the creation of bonds redefining citizenship. Through the cases of the territories of Gabes, Tozeur and Sidi Bouzid, we will see how the dynamics of setting up local projects contribute to assert a will to claim to be a citizen by redefining the terms of a legitimacy which draws its resources from a deepened local political, social and economic integration.

INDEX

Index géographique : Tunisie

Keywords : local citizenship, entrepreneurship, territory, local resources, marginality.

Mots-clés : citoyenneté locale, création de projet, territoire, ressources locales, marginalité.

AUTEURS

IRÈNE CARPENTIER

Docteure en géographie, LADYSS (Paris 1/CNRS) – A.T.E.R. en Géographie et Histoire, INALCO, associée à l'ERC TARICA.

JULIEN DUTOUR

Doctorant en sociologie, Laboratoire PRINTEMPS (UVSQ/CNRS) – A.T.E.R. en Science Politique,
I.E.P. d'Aix-en-Provence.